

ANNONCÉ À PLUSIEURS REPRISES

Bouteflika dimanche à Bouira

Finale-ment, la date de la visite du président de la République dans la wilaya de Bouira est arrêtée pour dimanche prochain. C'est du moins ce qui se susurre çà et là après la venue, ce lundi, de l'équipe de sécurité présidentielle pour déterminer les points de la halte présidentielle et les mesures prises pour leur sécurisation.

Ainsi, l'on sait par exemple que parmi les points à visiter, il y a d'abord les deux grands ouvrages d'art de l'auto-oute Est-Ouest situés à quelque 20 km au nord-ouest de Bouira, à savoir un tube du tunnel Aïn Chriki, dans la commune de Djebbahia, l'un des plus réussis à l'échelle africaine puisque construit selon les normes internationales sur une longueur de 1 300 mètres, puis, et surtout, le viaduc de Oued R'kham, dans la commune de Aïn Turk, que l'on présente comme

étant le plus grand d'Afrique avec ses 744 mètres de longueur et surtout ses 145 mètres de hauteur et qui est situé à quelques centaines de mètres seulement du tunnel Aïn Chriki.

Outre ces deux ouvrages d'art, le président Bouteflika aura à visiter au niveau du chef-lieu de wilaya, le centre universitaire, la maison de la culture, considérée à juste titre comme étant un joyaux architectural, le stade semi-olympique, la piscine semi-olympique et la salle OMS, le lancement de l'annexe de la

Bibliothèque nationale, du théâtre en plein air, de l'institut de musique, du siège de la radio locale qui émettra au plus tard fin 2008, les 600 logements de type location-vente confiés à une entreprise chinoise et qui sont en phase d'achèvement.

Le président se déplacera ensuite dans la commune de Bechloul, à 20 km au sud-est de Bouira, où il visitera le barrage de Tilesdit qui est achevé et rempli à 100 % avec 165 millions de mètres cubes d'eau et aura à inaugurer la station de traitement des eaux pour le transfert de l'eau potable vers 9 communes de la wilaya.

Une eau dont la rareté se fait de plus en plus sentir chez la population en cette période de can-



Une visite de deux jours.

cule. Ainsi, le président de la République, attendu pour au moins deux jours, sera l'hôte de la wilaya

pour une journée seulement et de Sour-El-Ghozlane, Aïn-Bessem, Lakhdaria et M'chedallah,

ces quatre grands pôles urbains qui devaient être visités, se contenteront probablement d'une allocution du président de la République au niveau de la salle de cinéma Errich.

Notons que dans la perspective de cette visite présidentielle, l'administration est en état d'alerte, à commencer par la Direction des travaux publics qui fait des des pieds et des mains pour retaper à neuf toutes les voies par lesquelles devra passer le cortège présidentiel, alors que les APC concernées par la visite du président, surtout le chef-lieu de wilaya, s'activent à badigeonner les trottoirs et autres devantures et murs d'enceinte et d'établissements.

Y. Y.

ÉCLAIRAGE

Business : les plans d'Ouyahia

Il n'y a rien de plus imprévisible qu'un régime qui s'affole de ne plus rien contrôler et qui s'alarme sur sa propre survie. Il entreprend alors de reconquérir ses attributs de pouvoir dans l'improvisation et le désordre.

C'est la mission du nouveau chef du gouvernement Ahmed Ouyahia

Ou plutôt les deux missions : réduire la menace des intégristes qui étaient sur le point de conclure un néfaste accord politique avec le président Bouteflika ; réduire la «menace» des nouveaux opérateurs économiques privés qui auraient profité du «libéralisme d'abdication» durant ces dix dernières années pour devenir de redoutables dépositaires d'une partie notable de la décision nationale.

Alors, si pour les islamistes, le remplacement de Belkhadem par Ouyahia semble être une vraie déroute, pour les banques et les investisseurs étrangers ainsi que pour les importateurs algériens, il risque d'être un vrai séisme !

En nommant Ouyahia, les décideurs ont, sciemment, nommé un boutefeu déclaré contre l'ouverture économique «incontrôlée», un féroce pourfendeur de la «démission de l'Etat devant les mafias et les lobbies», un partisan acharné de la reprise en main par l'Etat de l'essentiel du pouvoir économique.

Divorce

C'est qu'en plus de signifier une heureuse rupture avec le «pacte islamiste» et le holà à l'infinie «réconciliation nationale» ⁽¹⁾, le changement à la tête du gouvernement algérien — et

surtout les conditions dans lesquelles il a eu lieu et les apparences d'un putsch qu'il a prises — annonce surtout un divorce avec ce qui a fait le fond de la démarche économique du premier cercle de Bouteflika durant 9 ans, la politique permissive de Temmar notamment, et un retour de l'Etat dans l'économie.

Pas besoin d'être grand clerc pour deviner les mesures économiques qui seront prochainement annoncées : gel des autorisations d'installation pour les banques étrangères, durcissement des conditions pour l'investissement étranger et pour les importations ; durcissement de l'accès aux crédits...

Pas besoin d'être grand clerc non plus pour deviner que l'on se dirige vers une nouvelle stratégie économique qui redonnerait à l'Etat, et au forceps, son rôle pivot dans la conduite des affaires et l'investissement.

Une espèce de politique péroniste à l'algérienne qui se voudrait porteuse d'une vision souverainiste, un peu boumedieniste, un peu chavezienne et un brin ringarde mais qui pourrait se recentrer, par la force des choses, sur les capacités nationales et redonner sa place à ce que l'on appelle, à tort ou à raison, «le génie algérien».

«Tous des trafiquants !»

Et la future stratégie d'Ouyahia est tout entière dans ce qu'il clame depuis deux ans : une rectification d'une politique économique jugée «capitularde» devant les groupes de pression.

Du moins, c'est ce que l'on peut comprendre dans ce qu'il fut et dans ce qu'il a dit durant ces deux dernières années où il

était redevenu «simple chef du RND».

A deux reprises, en septembre 2007 lors d'une rencontre avec les cadres du parti, Ouyahia, puis en octobre dans une déclaration à la Chaîne II, Ouyahia s'était livré à une attaque frontale inoubliable contre Belkhadem, coupable d'avoir «cédé devant les groupes de pression et a offert le pays aux lobbies et aux mafias».

Qui sont ces lobbies ? D'abord les banques étrangères, notamment françaises, devant lesquelles Belkhadem aurait plié en abrogeant la circulaire de 2004 qui interdit aux entreprises publiques de déposer leur argent dans des banques privées.

Ensuite les mafias locales (trabendistes et autres seigneurs du marché informel) face auxquelles Belkhadem aurait cédé en supprimant l'obligation de recours au chèque pour toute transaction au montant supérieur à 50 000 dinars et en abrogeant l'obligation pour les sociétés d'importation d'avoir un capital minimum de 20 millions de dinars.

L'idée que se fait Ouyahia des banques étrangères est peu flatteuse : «Elles ouvraient des guichets dans des hôtels et des villas sans rien investir d'utile pour l'économie nationale. Elles investissent dans l'import-import au profit des marchandises de leur pays.

En 2001, soit trois ans avant la décision que j'ai signée, le montant des fonds déposés dans les banques privées ne dépassait pas les 10%. Après la décision du gouvernement en 2004, que ce soit BNP, Société

Générale ou autre, elles ont toutes ouvert entre 30 et 40 agences.»

Son opinion sur les importateurs algériens n'est pas plus reluisante : «La moitié des importateurs sont des trafiquants. Nous sommes le seul pays au monde qui dit avoir 22 000 importateurs, soit un importateur pour 1500 Algériens ; je ne pense pas que ce soit une situation normale. Laisser faire une opération où l'on fait entrer trois conteneurs sans laisser aucune trace, je ne pense pas que ce soit cela faire du commerce et encore moins de l'économie.» Devant ces encouragements à l'informel, le patron du RND s'était alors demandé : «A quoi bon augmenter les salaires quand on arrête d'investir et de produire ?»

«Agir avec fermeté et rigueur»

N'applaudissons cependant pas trop vite : derrière ces arguments souverainistes («les lobbys sont trop nombreux dans ce pays et activent dans le but de détruire l'économie nationale»), il y a surtout la part de l'inavouable : la crainte, pour le régime, de perdre pied. En décrétant la fin d'une certaine capitulation des pouvoirs publics dans l'économie et le coup d'arrêt au «libéralisme» d'abdication, le régime algérien signifie qu'il a peur, en tant que régence centrale, de ne plus rien contrôler. D'ailleurs, Ahmed Ouyahia pose le problème en termes de «recouvrement du pouvoir».

Le 1^{er} septembre 2007, il s'attaque franchement à «la mafia qui veut prendre le pouvoir» et l'accuse de «vouloir déstabiliser la paix sociale» par la spécula-

tion, la pénurie organisée. Il a, ce jour-là, curieusement parlé de «la manipulation de certains lobbies de la mafia financière de la stabilité encore fragile du pays», ajoutant que cette mafia projette depuis plus d'une décennie (sic !) de frapper l'économie à travers la fraude fiscale et la destruction des ressources des producteurs nationaux.

«Quand j'évoque les lobbies, je ne suis pas en train d'inventer une situation. Il est encore loin de mon intention de cacher des vérités au peuple algérien. C'est une réalité en face de laquelle on est appelé à agir avec fermeté et rigueur.»

Avec ce signal d'alarme : «Les lobbies visent actuellement une zone à haut risque. C'est la poche des citoyens», les accusant de vouloir délibérément provoquer une fronde sociale. Le malaise est si sérieux qu'il n'a pas hésité à interpellier l'exécutif à «mener une bataille du destin pour le pays.» Entendez par là, retour du tout-Etat. Et nous y voilà !

Au lieu de recourir à des «solutions de conjoncture» qui ont prouvé leurs limites, notamment à travers l'importation massive des aliments de base, le patron du RND propose «de renforcer le contrôle sur le marché national». Il juge aussi nécessaire la création d'une centrale d'achat pour les circonstances «exceptionnelles».

En attendant de «renforcer le contrôle sur le secteur bancaire.» Puis sur tout le circuit économique. Au détriment de quoi, tout cela ?

Rafik Abdi

(1) Lire *Le Soir d'Algérie* des 5 et 6 juillet 2008.